

Titre : Au Journal officiel du 21 au 27 juillet 2018

Titre : Au Journal officiel du 21 au 27 juillet 2018

30/07/2018

Titre : Au Journal officiel du 21 au 27 juillet 2018

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 21 juillet 2018 :

- Décret n° 2018-639 du 19 juillet 2018 relatif au Conseil supérieur des personnels médicaux, odontologistes et pharmaceutiques des établissements publics de santé – *Modification du Code de la santé publique ;*
- Décret n° 2018-640 du 19 juillet 2018 relatif à l'organisation des élections des membres des chambres d'agriculture – *Modification du Code rural et de la santé publique et du décret n° 2017-1823 du 28 décembre 2017.*

Au JO du 22 juillet 2018 :

- Décret n° 2018-642 du 20 juillet 2018 *modifiant le décret n° 2016-672 du 25 mai 2016* relatif au diplôme national de master - *Le présent décret entre en vigueur pour la rentrée universitaire 2018-2019.*

Au JO du 24 juillet 2018 :

- Loi n° 2018-643 du 23 juillet 2018 relative aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie – *Modification du Code de commerce et de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2018-644 du 20 juillet 2018 relatif au dispositif de lutte contre le défaut d'assurance de responsabilité civile automobile – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 3) - Modification du Code des assurances ;*
- Arrêté du 17 juillet 2018 relatif à l'agrément de l'avenant n° 3 à la convention du 26 janvier 2015 relative au contrat de sécurisation professionnelle (CSP) – *Convention agréée par l'arrêté du 16 avril 2015.*

Au JO du 25 juillet 2018 :

- Décret n° 2018-647 du 23 juillet 2018 modifiant des définitions et des règles applicables aux accueils de loisirs – *Ce texte entre en vigueur à la rentrée scolaire 2018 - Modification du Code*

de l'action sociale et des familles ;

- Arrêté du 17 juillet 2018 *modifiant l'arrêté du 11 août 2017* relatif à la formation continue des conducteurs de taxi et des conducteurs de voiture de transport avec chauffeur et à la mobilité des conducteurs de taxi ;
- Arrêté du 18 juillet 2018 portant approbation des règles professionnelles établies par le Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires ;
- Arrêté du 19 juillet 2018 *modifiant l'arrêté du 2 septembre 2011* relatif à l'exécution des translations et extractions requises par les autorités judiciaires ;
- Arrêté du 24 juillet 2018 fixant le calendrier scolaire de l'année 2019-2020.

Au JO du 26 juillet 2018 :

- Décret n° 2018-653 du 25 juillet 2018 *modifiant le décret n° 2008-246 du 12 mars 2008* relatif au Contrôleur général des lieux de privation de liberté – *Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2018 ;*
- Décret n° 2018-654 du 25 juillet 2018 *modifiant le décret n° 2018-101 du 16 février 2018* portant expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux ;
- Décret n° 2018-655 du 24 juillet 2018 relatif à l'allocation de soutien familial et à la délivrance du titre exécutoire prévu à l'article L. 582-2 du Code de la sécurité sociale – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 5) – Modification du Code de la sécurité sociale et du décret n° 2008-1024 du 7 octobre 2008 ;*
- Décret n° 2018-656 du 24 juillet 2018 relatif à l'allocation de soutien familial et à la délivrance du titre exécutoire prévu à l'article L. 582-2 du Code de la sécurité sociale – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 5) – Modification du Code de la sécurité sociale et du décret n° 2008-1025 du 7 octobre 2008 ;*
- Arrêté du 25 juin 2018 relatif à l'allocation de soutien familial et du titre exécutoire prévu à l'article L. 582-2 du Code de la sécurité sociale – *Abrogation de l'arrêté du 27 octobre 2016 ;*
- Arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux dispositifs permettant de piloter la recharge des véhicules électriques ;
- Délibération n° 2018/CA/13 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée – *V. Règlement annexé à la délibération n° 2014/CA/11 du 27 novembre 2014.*

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision n° 387156, 387179 du 12 juillet 2018 du Conseil d'État statuant au contentieux :**

""Le 3° de l'article 1er et l' article 2 du décret n° 2014-1359 du 14 novembre 2014 relatif à l'obligation de certification des logiciels d'aide à la prescription médicale et des logiciels d'aide à la dispensation prévue à l' article L. 161-38 du code de la sécurité sociale (NOR : AFSS1405477D) sont annulés en tant qu'ils s'appliquent aux fonctionnalités des logiciels d'aide à la prescription médicale qui permettent l'exploitation de données propres à un patient à des fins mentionnées à l'article 1er, paragraphe 2 de la directive du 14 juin 1993 ainsi qu'aux modules qui en sont des accessoires au sens des mêmes dispositions "".

Au JO du 27 juillet 2018 :

- Décret n° 2018-659 du 25 juillet 2018 *modifiant le décret n° 73-609 du 5 juillet 1973* relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire et *modifiant l'article 17 du décret n° 2016-661 du 20 mai 2016* relatif aux officiers publics et ministériels - *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} octobre 2018, à l'exception de son article 62, qui entre en vigueur le 28 juillet 2018 ;*
- Arrêté du 18 juillet 2018 fixant en application du III de l'article 146 de la loi de finances pour 2016 la liste des maladies professionnelles provoquées par l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité ;
- Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale - *Ce texte entre en vigueur le 1er septembre 2018 ;*
- Arrêté du 24 juillet 2018 portant modification des règles relatives à la comptabilité générale de l'État.

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision n° 412217 du 18 juillet 2018 du Conseil d'État statuant au contentieux :**

" L'arrêté du 4 mai 2017 du ministre du travail , de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social portant agrément de la convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage et de ses textes associés (NOR : ETSD1712977A) est annulé en tant qu'il agrée les stipulations de l'annexe VIII au règlement général annexé à cette convention qui subordonnent son bénéfice à la certification sociale de certains employeurs " ;

- **Avis [du Conseil d'État] n° 419074 du 18 juillet 2018.**

La Rédaction législation